



LA CÉGÈTE

LE SYNDICAT CGT DE L'UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE



Mon salaire pour vivre, c'est capital !

Les salaires et pensions sont une des préoccupations majeures des Français. Ils sont au centre d'un affrontement idéologique mené par le patronat qui hélas impose ses vues au gouvernement. La presse, la télévision, les patrons, le gouvernement nous répètent à l'envi que « rémunérer le travail pénaliserait la compétitivité des entreprises », que notre modèle social est un handicap dans la guerre économique. Ils nous assènent cette pseudo « vérité » alors que les indicateurs économiques montrent que nos entreprises souffrent d'un manque d'investissement, d'une trop forte rémunération des actionnaires et d'une consommation en déclin faute d'emplois et de salaires corrects. C'est cette même pensée unique que les gouvernements et le patronat européens mettent en œuvre par tous les moyens dans le seul but de réduire ce qu'ils appellent le « coût du travail » : nos salaires directs ou nos salaires socialisés, c'est à dire le financement de nos systèmes solidaires de protection sociale.

Comme plus de 2100 internautes (au 3 juin)
Signez la pétition

La CGT lance une campagne d'initiatives multiformes sur les salaires dans les entreprises afin de permettre aux salariés d'exprimer leurs besoins et formuler leurs revendications, de se mobiliser pour obtenir de réelles négociations dans les branches, dans les entreprises et pour ce qui est des agents publics, dans les services publics et la fonction publique. Les militants de la CGT iront à la rencontre des salariés, des jeunes, des retraités et leur proposeront de signer une carte pétition (ou la pétition en ligne) qui sera remise lors d'un temps fort dans la seconde moitié de juin pour notamment soutenir la proposition de la CGT d'une conférence sociale sur les salaires, convoquée par le gouvernement avant mi-juillet 2015 sur :

- l'augmentation du Smic de 10% au 1er juillet ;
- la revalorisation des salaires et pensions ;
- l'égalité salariale femmes - hommes ;
- la reconnaissance des qualifications.

<http://www.cgt.fr/Petition-Augmenter-les-salaires.html>

Non monsieur le président, tout ne se passe pas bien !

Bilan de l'enquête menée lors de la rencontre avec le personnel Aixois

En avril, une semaine de rencontre avec le personnel Aixois nous a permis de recueillir les avis des agents par le biais d'un questionnaire sur les salaires et conditions de travail.

Nous avons distribué 600 questionnaires, via des tournées de service sur les sites de la fac d'éco-gestion, de la fac de droit ainsi que sur la fac de lettres et sciences humaines. Nous remercions les agents qui nous ont adressé leurs réponses.

Nous avons reçu environ une centaine de réponses provenant pour l'essentiel des personnels BIATSS (un seul enseignant-chercheur a bien voulu participer).

Les agents qui ont transmis leurs réponses se répartissent en deux tiers de titulaires et un tiers de contractuels, 80% de femmes, 20% hommes. Les tranches d'âges sont régulièrement réparties. Ainsi on peut considérer que l'échantillon est représentatif du Campus Aix. Mais ce sont plutôt les catégories C qui se sont exprimées.

Deux grands thèmes dans ce questionnaire : « **Salaires et pouvoir d'achat** », et « **Conditions de travail** »

Pour le salaire et le pouvoir d'achat, nous notons qu'une grande majorité (83%) de personnels estiment insuffisant leur niveau de salaire au regard de leur qualification. De même que l'unanimité trouve injuste le gel du point d'indice depuis 2010. Une écrasante majorité (95%) estime juste la revendication de la CGT de porter le SMIC à 1700 € brut par mois.

Concernant l'intégration de toutes les primes dans le salaire, cette question a recueilli un assentiment fort (84%).

En ce qui concerne les conditions de travail, nous constatons que les deux tiers des agents déclarent leur travail intéressant et jugent plutôt bon le climat de travail. En effet, les agents font une très nette différence entre conditions de travail et qualité de travail.

Cependant, les agents constatent (pour 70% d'entre eux), la dégradation de leurs conditions de travail suite à la fusion, et, dans la même proportion, ils ne se sentent pas reconnus dans l'établissement. L'entretien professionnel est perçu comme injuste voire très arbitraire pour les deux tiers des réponses.

L'appréciation négative (à 70%) des agents sur leur qualité de travail montre les difficultés rencontrées à l'effectuer :

- ◊ 68% estiment que le travail se fait le plus souvent dans l'urgence,
- ◊ 48% que les directives sont souvent contradictoires et
- ◊ 44% que leur charge de travail a augmenté.

Il n'est pas étonnant de constater que cela génère du stress et une préoccupation permanente liés au travail, comme l'indiquent 45% des réponses.

A la question: comment envisagez-vous la prochaine rentrée? C'est l'inquiétude qui prédomine pour 63% des réponses.

Par ailleurs, un tiers des agents ont complété leurs réponses par des commentaires faisant ressortir leurs difficultés liées à des pressions de travail en urgence, une diversification trop grande des tâches, avec parfois des heures supplémentaires non prises en compte, des lourdeurs administratives, une surcharge de travail.

Quelques phrases extraites des commentaires de l'enquête.

*Service rendu aux étudiants fortement dégradé.
Distance enseignant-IATSS fortement augmentée.
Conflits de plus en plus fréquents sur un mode inter personnel alors que c'est un problème d'organisation.*

Mauvaise organisation dirigée par une hiérarchie autiste et bornée.

Absentéisme en hausse à cause de la surcharge de travail.

Les recrutements validés par la gouvernance sous ORIGAMU ne sont toujours pas faits. Perte d'autonomie. Procédures de plus en plus lourdes.

Beaucoup plus de lourdeurs administratives, délais plus longs, absence de proximité.

Pour améliorer les conditions de travail, on peut relever que les revendications des salariés portent sur :

- ◊ des procédures simplifiées (72%),
- ◊ des créations d'emplois pour alléger les charges et favoriser le travail en équipe (près de 40%),
- ◊ une meilleure prise en compte de leur avis dans les prises de décisions (70%).

Tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, contrairement à ce que semble clamer la présidence. Les oppositions ne sont pas qu'idéologiques. Le vécu au travail des personnels fait apparaître des problèmes importants. Les personnels se sentent mis à l'écart de décisions qui les concernent. Il ressort aussi que les agents pensent que

les syndicats constituent leur meilleur appui en cas de difficultés (45%) plutôt qu'à la hiérarchie (24%).

Nous regrettons que les personnels ne soient pas venus plus nombreux aux rencontres thématiques organisées tout au long de la semaine durant la pause méridienne, malgré le malaise exprimé lors de cette enquête.

Nous continuerons ce travail sur les autres sites.

Il est nécessaire de rompre avec toutes les mesures menant à l'individualisation afin que soit pris sérieusement en compte le ressenti du personnel. C'est dans une démarche collective que nous préserverons le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.



Ailleurs dans le monde

Chili : combat en faveur d'une éducation publique !

Le combat en faveur d'une éducation publique de qualité au Chili compte sur un appui international croissant, tandis que les enseignant(e)s et les étudiant(e)s descendent dans la rue pour défendre leurs droits face à une nouvelle réforme. Le Chili se trouve au cœur de toutes les attentions en matière de réformes dans le système éducatif dans la mesure où la Présidente Bachelet s'est engagée à faire de l'éducation publique une réalité, notamment un enseignement supérieur entièrement gratuit en 2016. Toutefois, les enseignant(e)s sont exclu(e)s du processus de négociation – une « situation inacceptable » selon les responsables du syndicat. Ils réclament un changement des conditions fixées par la nouvelle loi, en particulier en matière de pensions, de qualifications professionnelles et de conditions d'enseignement, mais à ce jour leur voix n'a pas

été entendue ni consultée.

Les enseignant(e)s et les étudiant(e)s sont opposé(e)s depuis longtemps à un système privatisé qui a entraîné l'exclusion d'une partie importante de la population, encourageant le gouvernement à promouvoir de profonds changements. Comme les changements sont exclusivement menés par le gouvernement, le Colegio de Profesores de Chile, l'affilié de l'IE au Chili, a appelé, cette semaine, à des protestations de masse et à des manifestations de rue en vue de sensibiliser l'opinion publique aux conditions de travail des enseignant(e)s en vertu de la nouvelle loi qui sera adoptée prochainement.

Pour plus d'infos :

http://www.ei-ie.org/fr/news/news_details/3563



En direct de l'ESR

«DIALOGUE SOCIAL» façon MENESR : Y EN A MARRE !

Le 29 mai 2015, les organisations syndicales étaient convoquées pour examiner les fiches métiers du REFERENS, REFérentiel des Emplois-types de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur.

Outre la démarche adoptée, aucune réunion préalable n'a été organisée avec les syndicats pour fixer les objectifs généraux de cette révision de REFERENS.

Scandaleux : à 2 jours de la réunion, des fiches modifiées à la dernière minute nous parviennent encore !

Comment peut-on travailler correctement dans ces conditions des textes qui modifient en profondeur la carrière des agents de l'enseignement supérieur et de la recherche ?

Le travail syndical nécessite des discussions au sein des organisations syndicales pour que leurs représentants soient en capacité de porter une orientation claire.

Le ministère a délibérément choisi d'asphyxier les organisations syndicales en les mobilisant sur de très nombreux sujets

Erreur ou volonté ? : Sur plusieurs fiches, il est indiqué que le recrutement des catégories C se ferait au niveau bac au lieu d'un recrutement actuel au niveau V (niveau CAP ou BEP).

Les réformes en cours :

- Le REFERENS qui remet en cause la Fonction publique de carrière au profit d'une Fonction publique de métiers,
- les cotations de fonction qu'on retrouve à la fois dans le REFERENS et dans la mise en place du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel),
- le développement des CIGeM, (Corps Interministériels),
- la fusion des corps qui, contrairement à ce qui est annoncé, se fera au détriment des personnels, notamment à travers une mobilité forcée.

Elles sont toutes des outils destinés à accélérer la mise en place de la réforme territoriale, véritable instrument de destruction du statut général de la Fonction publique.

À cela s'ajoute, un reclassement tous azimuts et l'extension

généralisée du télétravail (voir le discours au Conseil des ministres du 22 avril 2015).

À travers la préoccupation centrale affichée par le gouvernement de diminuer les dépenses publiques, l'objectif principal est la destruction du service public pour l'ouvrir au privé.

La CGT a refusé de travailler dans ces conditions. Elle n'a pas participé à cette réunion et exige du ministère qu'il ouvre en urgence et durablement des négociations qui soient réellement des négociations et non des concertations qui ne servent que d'alibi et de caution à ses décisions arbitraires et autoritaires.



En bref...

Accord-cadre AMU et Airbus Helicopters

L'une de nos principales missions est de favoriser l'insertion professionnelle des étudiants en développant des relations fortes avec nos partenaires économiques et industriels du site. Voilà ce que nous explique Yvon Berland concernant le tout récent accord cadre signé entre AMU et Airbus-Hélicoptère, en avril dernier. En ajoutant que cela passera par «des échanges réguliers avec les futurs employeurs et professionnels concernés pour construire et faire évoluer ensemble les contenus pédagogiques des formations». Si la CGT se soucie fortement des débouchés des étudiants au sortir de leurs études, nous ne pouvons que dénoncer une fois de plus cette soumission de l'enseignement supérieur aux entreprises privées qui, en s'immisçant de plus en plus dans l'Université en modifiant le contenu des formations. L'Université doit rester un lieu d'enseignement public, de savoir et de recherche indépendant des entreprises privées uniquement guidées par l'augmentation de leurs bénéfices financiers !

Vivre ensemble, travailler ensemble...

Après les terribles événements du mois de janvier qui ont visé le journal Charlie Hebdo, des policiers et le magasin Hyper-Cacher, les organisations syndicales entendent prendre la pleine mesure de ce qui s'est passé, tant le 7 et le 9 que les 10 et 11 janvier 2015. Après avoir réagi ensemble et contribué à la mobilisation citoyenne, elles ont décidé d'engager un travail commun nouveau dont un texte, présenté lors d'une conférence de presse ce vendredi 5 juin 2015, à Paris, par les organisations CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, UNSA, FSU et Solidaires est la première traduction.

<http://cgt.fr/IMG/pdf/-39.pdf>

CNESER

Nous tenons à remercier les personnels qui ont bravés tout les obstacles administratifs en votant pour notre organisation syndicale aux élections du CNESER le 28 mai dernier.



Le coin culture

Livre

ON MARCHÉ SUR LA DETTE, Vous allez enfin tout comprendre !

Vincent Glenn, Christophe Alévèque

Nous aussi, la dette, on avait l'impression de ne rien y comprendre avant d'écrire ce livre. Il ne fallait pas compter sur les experts en expertise pour nous éclairer. Nous avons peur de ce qui allait nous tomber sur la tête. Jusqu'au jour où nous avons découvert ces vérités bouleversantes : Quel est le pays le plus endetté au monde ? Les Etats-Unis d'Amérique. Quelle est la seule super-puissance au monde ? Les Etats-Unis d'Amérique. Nous n'étions pas moins endettés, mais rassurés. Et nous avons mené notre enquête. Pour savoir combien on doit, à qui, pourquoi, depuis quand, jusqu'à quand ? Une certitude : si nous avons réussi à comprendre, vous comprendrez aussi !



Une force
à vos côtés

LUTTER
PLUS
pour
GAGNER PLUS

J'AGIS
JE M'ENGAGE
JE ME SYNDIQUE!

ELLES / ILS L'ONT DIT...



La loi du maché (film de Stéphane Brizé). Une "caricature" où "d'un côté, nous avons l'entreprise qui est systématiquement décrite comme tyrannique, abusive.

De l'autre, nous avons l'employeur et le banquier, en particulier, qui sont inévitablement pervers.

Et puis, je ne parle pas de l'actionnaire qui lui est de toute façon un salopard"

Laurence PARISOT
ex-présidente du MEDEF

"Le cinéma, c'est la vérité du moment où on tourne"

Maurice Pialat



Le zoom du mois